

Séance ordinaire du mardi 17 décembre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Roger-Yannick CHARTIER, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Flora LABOURIER, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Mises à disposition de personnels - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Plusieurs mises à disposition de personnels d'agents de la Ville de Montpellier sont soumises à l'approbation du Conseil municipal.

Mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de l'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville.

Cette association, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, a pour but d'offrir un lieu de rencontres et d'échanges pour les enfants et les adultes concernés par les questions de l'enfance. Son action est orientée autour de trois objectifs principaux :

- L'accueil et l'animation des enfants et des jeunes, l'organisation d'activités sportives, sociales et culturelles ;
- La recherche théorique et pratique d'une pédagogie et des équipements adaptés aux conditions actuelles de la vie des enfants ;
- La formation, l'étude et le conseil.

Il est proposé de mettre à disposition deux agents municipaux titulaires de catégorie B à temps complet pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025 auprès de l'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville pour assurer les fonctions de directrice et directeur adjoint.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article L.512-15 du Code général de la fonction publique, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. L'association Le Relais Maison des Enfants dans la Ville rembourse à la Ville de Montpellier les rémunérations perçues par les deux agents mis à disposition ainsi que les contributions et cotisations afférentes, au prorata du temps de mise à disposition.

Mise à disposition d'agent de la Ville de Montpellier auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg.

La Ville de Montpellier met à disposition de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg un agent titulaire de catégorie A relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux et assurant les fonctions de responsable de la Maison de Montpellier à Heidelberg, afin de promouvoir Montpellier, son histoire, son développement économique, ses richesses culturelles, le dynamisme de son artisanat et l'action de la Ville. Il sera mis à disposition à temps complet du 1^{er} janvier 2025 pour une durée d'un an.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article L.512-15 du Code général de la fonction publique, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. L'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes, au prorata du temps de mise à disposition.

Mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC).

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) pour les personnels du Centre Communal d'Action Sociale et de la Ville de Montpellier, a été fondé en 1990 sous statut d'association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901. Elle a pour objet de fournir une aide matérielle, financière, morale et culturelle au personnel. L'association s'interdit toute activité confessionnelle, politique ou syndicale.

Il est proposé de mettre à disposition deux agents municipaux titulaires de catégorie C et un agent municipal titulaire de catégorie B à temps complet pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article L.512-15 du Code général de la fonction publique, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Le COSC rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations afférentes, au prorata du temps de mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise à disposition par la Ville de Montpellier de deux agents de catégorie B auprès de l'association Le Relais Maison des Enfants dans la Ville, d'un agent de catégorie A auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg, de deux agents de catégorie C et d'un agent de catégorie B auprès du COSC ;
- D'approuver les conventions de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et les structures d'accueil, l'association le Relais Maison des Enfants dans la Ville, l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg et le COSC ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, Mme Fanny DOMBRE-COSTE.

**Fait à Montpellier, le 24 décembre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 décembre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention 2025 ARNAUD Fabrice Association le Relais, Maison des Enfants dans la Ville
- Convention 2025 CALABRIA Corinne COSC
- Convention 2025 JAUREGUI Karla Maison de Montpellier à Heidelberg
- Convention 2025 PICARD Antoine COSC
- Convention 2025 POULAIN Isabelle Association le Relais, Maison des Enfants dans la Ville
- Convention 2025 RIVES Nathalie COSC

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20241217-286189-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture : 26/12/24

Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



**Pôle Ressources
Humaines
Direction de
l'Administration des
Ressources
Humaines**

Service Carrière

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

- **VU** le Code Général des collectivités territoriales,
- **VU** le code général de la fonction publique, notamment les articles L511-4, L512-6 à L512-9 et L512-12 à L512-15,
- **VU** le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2024 relative à la mise à disposition de deux agents municipaux auprès de l'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville,
- **VU** l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint municipal délégué aux Finances, à l'Evaluation des Politiques Publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue Social,

LA PRESENTE CONVENTION EST ETABLIE

ENTRE

La Ville de Montpellier, représentée par l'adjoint municipal délégué aux Finances, à l'Evaluation des Politiques Publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue Social, Monsieur Michel ASLANIAN, d'une part,

ET

L'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville, représentée par son Président d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 : OBJET ET DUREE DE LA MISE A DISPOSITION

La présente convention est conclue pour la mise à disposition d'un fonctionnaire territorial à temps complet, Monsieur Fabrice ARNAUD, titulaire du grade d'animateur principal de 1^{ère} classe, par la Ville de Montpellier au profit de l'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville, à compter du **1^{er} janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2025**. La période de mise à disposition pourra être renouvelée après délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier.

Article 2 : NATURE DES ACTIVITES

Monsieur Fabrice ARNAUD est mis à disposition avec son accord, en vue d'assurer les missions de Directeur adjoint du centre de loisirs Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville.

Article 3 : COMPETENCES DECISIONNELLES

Les conditions de travail de Monsieur Fabrice ARNAUD sont organisées par l'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville.

Cet agent est affecté dans les locaux de l'association, au 1 rue Embouque d'Or, ainsi que dans les autres lieux d'accueil des enfants.

Les décisions en matière de congés annuels, de maladie ordinaire, de congé pour accident de service ou maladie imputable au service sont prises par l'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville, qui en informe la Ville de Montpellier.

Le dossier administratif individuel demeure placé sous l'autorité exclusive de la Ville de Montpellier, qui en assure la gestion.

L'agent mis à disposition est assujetti aux règles de déontologie en matière d'exercice de cumul d'activités.

La Ville de Montpellier reste compétente en matière disciplinaire ainsi qu'en ce qui concerne les congés longue durée, maternité ou adoption.

Article 4 : REMUNERATION

La Ville de Montpellier verse à Monsieur Fabrice ARNAUD la rémunération correspondant à son grade et à son échelon ainsi que les primes et indemnités auxquelles il peut prétendre.

L'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville prendra en charge les frais de déplacements et de mission que l'intéressé sera amené à effectuer dans le cadre de ses fonctions.

L'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville pourra lui allouer un complément de rémunération et/ou indemnisation de ses frais et sujétions, conformément à l'article 9 du décret n°2008-580 du 18 juin 2008.

Article 5 : REMBOURSEMENT DE LA REMUNERATION

Cette mise à disposition s'effectue à titre onéreux.

L'association le Relais, Maison des Enfants dans la Ville rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales afférentes, au prorata au prorata de leur temps mis à disposition y compris en cas de placement en congé de maladie ordinaire résultant de l'application de l'article L621-1 du Code général de la fonction publique susvisé et en cas d'absences liées à un accident de travail et à une maladie professionnelle prévues aux articles L.822-18 à L822-25 du Code général de la fonction publique précité.

Article 6 : FORMATION

L'association le Relais, Maison des Enfants dans la Ville supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent.

La Ville de Montpellier prend les décisions relatives au bénéfice du droit à la formation dans le cadre du Compte Personnel de Formation (CPF) après avis de L'association le Relais, Maison des Enfants dans la Ville.

Article 7 : EVALUATION

L'agent mis à disposition bénéficie d'un entretien individuel à l'issue duquel un rapport sur leur manière de servir sera établi par L'association le Relais, Maison des Enfants dans la Ville et transmis à la Ville de Montpellier.

En cas de faute disciplinaire, la Ville de Montpellier, ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire.

Article 8 : CESSATION DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition de cet agent peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention à la demande de :

- la collectivité d'origine, la Ville de Montpellier,
- la structure d'accueil, L'association le Relais, Maison des Enfants dans la Ville
- le fonctionnaire mis à disposition,

Dans ces conditions, le préavis sera de trois mois maximum.

Si au terme de la mise à disposition, l'agent ne peut être réaffecté dans les fonctions qui lui étaient dévolues à la Ville de Montpellier, il sera affecté dans un des emplois que leur grade lui donne vocation à occuper, dans le respect des règles de priorité fixées l'article L. 512-28 du Code général de la fonction publique.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition sur accord entre la Ville de Montpellier et L'association le Relais, Maison des Enfants dans la Ville.

Article 9 : JURIDICTION COMPETENTE

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Montpellier.

La présente convention est transmise à l'agent concerné dans les conditions lui permettant d'exprimer son accord sur la nature des activités qui lui sont confiées et sur ses conditions d'emploi.

Fait à Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier,

Pour l'association le Relais, Maison
des Enfants dans la Ville

Monsieur L'adjoint au Maire,

Le Président,

Michel ASLANIAN,



Direction Déléguée gestion RH de proximité
GRH 3

Nom : Corinne CALABRIA

Matricule : 0031168

Date de naissance : 07/07/1964

Affectation : MAD-DETA-DISPO-IM/COSC

Numéro de l'acte : _

Date de décision :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

ENTRE

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de la Ville, agissant en cette qualité, et représentée par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint municipal délégué aux Finances, à l'évaluation des Politiques Publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue Social, d'une part,

ET

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC), représenté par sa Présidente, Madame Amparo DEBOISSY, d'autre part,

- Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L.512-6 et suivants,
- Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- Vu la convention de mise à disposition passée entre la Ville et le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) ;
- Vu la délibération du 17 décembre 2024 relative à la mise à disposition de 3 agents municipaux auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) ;
- La demande formulée par l'agent sollicitant sa mise à disposition auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC),

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet et durée de la mise à disposition

Madame Corinne CALABRIA, Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe, est mise à disposition à 100% auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) de la Ville de Montpellier du 01/01/2025 au 31/12/2025. L'intéressée assure des fonctions d'Assistante administrative pour la mise en application des décisions du COSC et pour assurer en particulier l'accueil des personnels adhérents dans le cadre de leur démarche ou de leur participation aux activités. Elle assure l'organisation matérielle et les tâches administratives liées au fonctionnement courant et quotidien.

La période de mise à disposition pourra être renouvelée après délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : Conditions d'emploi

Les conditions de travail de Madame Corinne CALABRIA sont organisées par le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles.

L'administration ou l'organisme d'accueil prend les décisions relatives aux congés annuels dans les conditions applicables à ses propres agents et aux congés de maladie régis par l'article L.612-1 du Code Général de la Fonction Publique et en informe l'administration d'origine.

Le dossier administratif individuel demeure placé sous l'autorité exclusive de la Ville de Montpellier, qui en assure la gestion.

L'agent mis à disposition est assujetti aux règles de déontologie en matière d'exercice de cumul d'activités.

La Ville de Montpellier reste compétente en matière disciplinaire ainsi qu'en ce qui concerne les congés longue durée, maternité ou adoption.

ARTICLE 3 : Rémunération

La Ville de Montpellier verse à Madame Corinne CALABRIA la rémunération correspondant à son grade et à son échelon ainsi que les primes et indemnités auxquelles elle peut prétendre.

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles ne versera aucun complément de salaire à l'agent mis à disposition.

Toutefois, il prendra en charge les frais de déplacements et de mission que l'intéressée serait amenée à effectuer dans le cadre de ses fonctions.

Cette mise à disposition s'effectue à titre onéreux.

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales afférentes, au prorata de leur temps mis à disposition y compris en cas de placement en congé de maladie ordinaire résultant de l'application de l'article 621-1 du Code Général de la fonction publique susvisé et en cas d'absences liées à un accident de travail et à une maladie professionnelle prévues aux articles L.822-18 à L.822-25 du Code Général de la fonction publique précité.

ARTICLE 4 : Formation

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent.

La Ville de Montpellier prend les décisions relatives au bénéfice du droit à la formation dans le cadre du Compte Personnel de Formation (CPF) après avis du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles.

ARTICLE 5 : Contrôle et évaluation de l'activité

Le fonctionnaire mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend dans l'administration ou l'organisme d'accueil. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis au fonctionnaire qui peut y apporter ses observations et à l'autorité territoriale d'origine.

L'autorité de l'administration d'origine ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par l'administration ou l'organisme d'accueil.

ARTICLE 6 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition pourra prendre fin à la demande de :

- La collectivité d'origine, la Ville de Montpellier ;
- La structure d'accueil, le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles ;
- L'intéressée ;

Cette mise à disposition pourra prendre fin avant l'expiration de la période ci-dessus sous réserve du respect d'un préavis de trois mois.

Si au terme, l'agent ne peut être réaffecté dans les fonctions qui lui étaient dévolues à la Ville de Montpellier, il sera affecté dans un des emplois que leur grade lui donne vocation à occuper, dans le respect des règles de priorité fixées à l'article L. 512-28 du Code Général de la fonction publique.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition sur accord entre la Ville de Montpellier et le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles.

ARTICLE 7 : Recours

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Lu et accepté

**La Présidente du Comité des
Œuvres Sociales et Culturelle de
la Ville de Montpellier**

Amparo DEBOISSY

Lu et accepté

**L'Adjoint au Maire délégué au
Ressources Humaines et au Dialogue
Social**

Michel ASLANIAN



Direction Déléguée gestion RH de proximité
GRH 1

Nom : Karla JAUREGUI

Matricule : 0036571

Date de naissance : 04/01/1964

Affectation : MAD-DETA-DISPO-IM/COSC

Numéro de l'acte : _

Date de décision :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

ENTRE

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de la Ville, agissant en cette qualité, et représentée par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint municipal délégué aux Finances, à l'évaluation des Politiques Publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue Social, d'une part,

ET

L'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg, représentée par son Président, Monsieur Martin ANDERSCH, d'autre part.

- VU le Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code général de la fonction publique et notamment son article L512 et suivants,
- VU le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- VU l'assemblée générale de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg,
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2024 relative à la mise à disposition d'un agent municipal auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg ;
- VU l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint municipal délégué aux Finances, à l'Evaluation des Politiques Publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue Social, Il a été convenu ce qui suit :

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET ET DUREE DE LA MISE A DISPOSITION

La présente convention est conclue pour la mise à disposition d'un fonctionnaire territorial, Madame Karla JAUREGUI, titulaire du grade d'attaché territorial, par la Ville de Montpellier au profit de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg.

Madame Karla JAUREGUI est mise à disposition auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg à compter du 1^{er} janvier 2025 pour une durée d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2025.

Article 2 : NATURE DES ACTIVITES

Madame Karla JAUREGUI est mise à disposition avec son accord, en vue d'assurer les fonctions de Responsable de la Maison de Montpellier à Heidelberg.

Article 3 : COMPETENCES DECISIONNELLES

Les conditions de travail de l'agent mis à disposition sont organisées par l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg.

Les décisions en matière de congés annuels, de maladie ordinaire, de congés pour accident de service ou maladie imputable au service sont prises par l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg, qui en informe la Ville de Montpellier.

Le dossier administratif du fonctionnaire demeure placé sous l'autorité exclusive de la Ville de Montpellier, qui en assure la gestion.

L'agent mis à disposition est assujetti aux règles de déontologie en matière d'exercice de cumul d'activités.

La Ville de Montpellier reste compétente en matière disciplinaire ainsi qu'en ce qui concerne les congés longue durée, maternité ou adoption.

Article 4 : REMUNERATION

La Ville de Montpellier verse à l'agent mis à disposition la rémunération correspondant à son grade et à son échelon ainsi que les primes et indemnités auxquelles il peut prétendre.

L'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg prendra en charge les frais de déplacements et de mission que l'intéressée serait amenée à effectuer dans le cadre de ses fonctions.

Article 5 : REMBOURSEMENT DE LA REMUNERATION

Cette mise à disposition s'effectue à titre onéreux.

L'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales afférentes, au prorata de leur temps mis à disposition y compris en cas de placement en congé de maladie ordinaire résultant de l'application de l'article L621-1 du Code général de la fonction publique susvisé et en cas d'absences liées à un accident de travail et à une maladie professionnelle prévues aux articles L.822-18 à L822-25 du Code général de la fonction publique précité.

Article 6 : FORMATION

L'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent.

La Ville de Montpellier prend les décisions relatives au bénéfice du droit à la formation dans le cadre du Compte Personnel de Formation (CPF) après avis de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg.

Article 7 : EVALUATION

L'agent mis à disposition bénéficie d'un entretien individuel à l'issue duquel un rapport sur sa manière de servir sera établi par l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg et transmis à la Ville de Montpellier.

En cas de faute disciplinaire, la Ville de Montpellier, ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire.

Article 8 : CESSATION DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition de l'agent peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 3 de la présente convention à la demande de :

- la collectivité d'origine, la Ville de Montpellier,
- la structure d'accueil, l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg,
- du fonctionnaire mis à disposition.

Dans ces conditions, le préavis sera de trois mois maximum.

Si au terme de la mise à disposition, l'agent ne peut être réaffecté dans les fonctions qui lui étaient dévolues à la Ville de Montpellier, il sera affecté dans un des emplois que son grade lui donne vocation à occuper, dans le respect des règles de priorité fixées à l'article L512-28 du Code général de la fonction publique.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition sur accord entre la Ville de Montpellier et l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg.

Article 9 : JURIDICTION COMPETENTE

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Montpellier.

La présente convention est transmise à l'agent concerné dans les conditions lui permettant d'exprimer son accord sur la nature des activités qui lui sont confiées et sur ses conditions d'emploi.

Fait à Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier,

Pour l'association de gestion de la Maison
de Montpellier à Heidelberg,

Monsieur L'Adjoint au Maire,

Monsieur le Président,

Michel ASLANIAN

Monsieur Martin ANDERSCH



Direction Déléguée gestion RH de proximité
GRH 3

Nom : Antoine PICARD

Matricule : 0033830

Date de naissance : 19/04/1966

Affectation : MAD-DETA-DISPO-IM/COSC

Numéro de l'acte :

Date de décision :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

ENTRE

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de la Ville, agissant en cette qualité, et représentée par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint municipal délégué aux Finances, à l'évaluation des Politiques Publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue Social, d'une part,

ET

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC), représenté par sa Présidente, Madame Amparo DEBOISSY, d'autre part,

- Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L.512-6 et suivants,
- Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- Vu la convention de mise à disposition passée entre la Ville et le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2024 relative à la mise à disposition de 3 agents municipaux auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) ;
- La demande formulée par l'agent sollicitant sa mise à disposition auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC),

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet et durée de la mise à disposition

Monsieur Antoine PICARD, Rédacteur, est mis à disposition à 100% auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) de la Ville de Montpellier du 01/01/2025 au 31/12/2025. L'intéressé assure des fonctions de Responsable administratif du COSC, pour lequel il encadre l'équipe administrative et d'accueil, il pilote la gestion financière de l'association et assure le lien avec le Conseil d'administration.

La période de mise à disposition pourra être renouvelée après délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : Conditions d'emploi

Les conditions de travail de **Monsieur Antoine PICARD** sont organisées par le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles.

L'administration ou l'organisme d'accueil prend les décisions relatives aux congés annuels dans les conditions applicables à ses propres agents et aux congés de maladie régis par l'article L.612-1 du Code Général de la Fonction Publique et en informe l'administration d'origine.

Le dossier administratif individuel demeure placé sous l'autorité exclusive de la Ville de Montpellier, qui en assure la gestion.

L'agent mis à disposition est assujetti aux règles de déontologie en matière d'exercice de cumul d'activités.

La Ville de Montpellier reste compétente en matière disciplinaire ainsi qu'en ce qui concerne les congés longue durée, maternité ou adoption.

ARTICLE 3 : Rémunération

La Ville de Montpellier verse à **Monsieur Antoine PICARD** la rémunération correspondante à son grade et à son échelon ainsi que les primes et indemnités auxquelles il peut prétendre.

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles ne versera aucun complément de salaire à l'agent mis à disposition.

Toutefois, il prendra en charge les frais de déplacements et de mission que l'intéressé serait amené à effectuer dans le cadre de ses fonctions.

Cette mise à disposition s'effectue à titre onéreux.

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales afférentes, au prorata de leur temps mis à disposition y compris en cas de placement en congé de maladie ordinaire résultant de l'application de l'article 621-1 du Code Général de la fonction publique susvisé et en cas d'absences liées à un accident de travail et à une maladie professionnelle prévues aux articles L.822-18 à L.822-25 du Code Général de la fonction publique précité.

ARTICLE 4 : Formation

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent.

La Ville de Montpellier prend les décisions relatives au bénéfice du droit à la formation dans le cadre du Compte Personnel de Formation (CPF) après avis du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles.

ARTICLE 5 : Contrôle et évaluation de l'activité

Le fonctionnaire mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend dans l'administration ou l'organisme d'accueil. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis au fonctionnaire qui peut y apporter ses observations et à l'autorité territoriale d'origine.

L'autorité de l'administration d'origine ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par l'administration ou l'organisme d'accueil.

ARTICLE 6 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition pourra prendre fin à la demande de :

- La collectivité d'origine, la Ville de Montpellier ;
- La structure d'accueil, le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles ;
- L'intéressé ;

Cette mise à disposition pourra prendre fin avant l'expiration de la période ci-dessus sous réserve du respect d'un préavis de trois mois.

Si au terme, l'agent ne peut être réaffecté dans les fonctions qui lui étaient dévolues à la Ville de Montpellier, il sera affecté dans un des emplois que leur grade lui donne vocation à occuper, dans le respect des règles de priorité fixées à l'article L. 512-28 du Code Général de la fonction publique.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition sur accord entre la Ville de Montpellier et le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles.

ARTICLE 7 : Recours

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Lu et accepté

**La Présidente du Comité des
Œuvres Sociales et Culturelle de
la Ville de Montpellier**

Amparo DEBOISSY

Lu et accepté

**L'Adjoint au Maire délégué au
Ressources Humaines et au Dialogue
Social**

Michel ASLANIAN



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

- **VU** le Code Général des collectivités territoriales,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, et plus particulièrement les articles 61 à 63,
- **VU** le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2024 relative à la mise à disposition de deux agents municipaux auprès de l'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville,
- **VU** l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint municipal délégué aux Finances, à l'Evaluation des Politiques Publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue Social,

LA PRESENTE CONVENTION EST ETABLIE

ENTRE

La Ville de Montpellier, représentée par l'adjoint municipal délégué aux Finances, à l'Evaluation des Politiques Publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue Social, Monsieur Michel ASLANIAN, d'une part,

ET

L'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville, représentée par son Président d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 : OBJET ET DUREE DE LA MISE A DISPOSITION

La présente convention est conclue pour la mise à disposition d'un fonctionnaire territorial à temps complet, Madame Isabelle POULAIN, titulaire du grade d'animateur principal de 1^{ère} classe, par la Ville de Montpellier au profit de l'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville, à compter du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025. La période de mise à disposition pourra être renouvelée après délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier.

Article 2 : NATURE DES ACTIVITES

Madame Isabelle POULAIN est mise à disposition avec son accord, en vue d'assurer les missions de Directrice du centre de loisirs Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville.

Article 3 : COMPETENCES DECISIONNELLES

Les conditions de travail de Madame Isabelle POULAIN sont organisées par l'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville.

Cet agent est affecté dans les locaux de l'association, au 1 rue Embouque d'Or, ainsi que dans les autres lieux d'accueil des enfants.

Les décisions en matière de congés annuels, de maladie ordinaire, de congé pour accident de service ou maladie imputable au service sont prises par l'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville, qui en informe la Ville de Montpellier.

Le dossier administratif individuel demeure placé sous l'autorité exclusive de la Ville de Montpellier, qui en assure la gestion.

L'agent mis à disposition est assujetti aux règles de déontologie en matière d'exercice de cumul d'activités.

La Ville de Montpellier reste compétente en matière disciplinaire ainsi qu'en ce qui concerne les congés longue durée, maternité ou adoption.

Article 4 : REMUNERATION

La Ville de Montpellier verse à Madame Isabelle POULAIN la rémunération correspondant à son grade et à son échelon ainsi que les primes et indemnités auxquelles il peut prétendre.

L'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville prendra en charge les frais de déplacements et de mission que l'intéressée sera amenée à effectuer dans le cadre de ses fonctions.

L'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville pourra lui allouer un complément de rémunération et/ou indemnisation de ses frais et sujétions, conformément à l'article 9 du décret n°2008-580 du 18 juin 2008.

Article 5 : REMBOURSEMENT DE LA REMUNERATION

Cette mise à disposition s'effectue à titre onéreux.

L'association le Relais, Maison des Enfants dans la Ville rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales afférentes, au prorata au prorata de leur temps mis à disposition y compris en cas de placement en congé de maladie ordinaire résultant de l'application de l'article L621-1 du Code général de la fonction publique susvisé et en cas d'absences liées à un accident de travail et à une maladie professionnelle prévues aux articles L.822-18 à L822-25 du Code général de la fonction publique précité.

Article 6 : FORMATION

L'association le Relais, Maison des Enfants dans la Ville supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent.

La Ville de Montpellier prend les décisions relatives au bénéfice du droit à la formation dans le cadre du Compte Personnel de Formation (CPF) après avis de L'association le Relais, Maison des Enfants dans la Ville.

Article 7 : EVALUATION

L'agent mis à disposition bénéficie d'un entretien individuel à l'issue duquel un rapport sur leur manière de servir sera établi par L'association le Relais, Maison des Enfants dans la Ville et transmis à la Ville de Montpellier.

En cas de faute disciplinaire, la Ville de Montpellier, ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire.

Article 8 : CESSATION DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition de cet agent peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention à la demande de :

- la collectivité d'origine, la Ville de Montpellier,
- la structure d'accueil, L'association le Relais, Maison des Enfants dans la Ville
- le fonctionnaire mis à disposition,

Dans ces conditions, le préavis sera de trois mois maximum.

Si au terme de la mise à disposition, l'agent ne peut être réaffecté dans les fonctions qui lui étaient dévolues à la Ville de Montpellier, il sera affecté dans un des emplois que leur grade lui donne vocation à occuper, dans le respect des règles de priorité fixées l'article L. 512-28 du Code général de la fonction publique.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition sur accord entre la Ville de Montpellier et L'association le Relais, Maison des Enfants dans la Ville.

Article 9 : JURIDICTION COMPETENTE

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Montpellier.

La présente convention est transmise à l'agent concerné dans les conditions lui permettant d'exprimer son accord sur la nature des activités qui lui sont confiées et sur ses conditions d'emploi.

Fait à Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier,

Pour l'association le Relais, Maison
des Enfants dans la Ville

Monsieur L'adjoint au Maire,

Le Président,

Michel ASLANIAN,



Direction Déléguée gestion RH de proximité
GRH 3

Nom : Nathalie RIVES

Matricule : 0045820

Date de naissance : 03/08/1977

Grade : Adjt adm Pal 1CI

Affectation : MAD-DETA-DISPO-IM/COSC

Numéro de l'acte :

Date de décision :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

ENTRE

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de la Ville, agissant en cette qualité, et représentée par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint municipal délégué aux Finances, à l'évaluation des Politiques Publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue Social, d'une part,

ET

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC), représenté par sa Présidente, Madame Amparo DEBOISSY, d'autre part,

- Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L.512-6 et suivants,
- Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- Vu la convention de mise à disposition passée entre la Ville et le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2024 relative à la mise à disposition de 3 agents municipaux auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) ;
- La demande formulée par l'agent sollicitant sa mise à disposition auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC),

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet et durée de la mise à disposition

Madame Nathalie RIVES, Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe, est mise à disposition à 100% auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) de la Ville de Montpellier 01/01/2025 au 31/12/2025. L'intéressée assure des fonctions d'Assistante administrative pour la mise en application des décisions du COSC et pour assurer en particulier l'accueil des personnels adhérents dans le cadre de leur démarche ou de leur participation aux activités. Elle assure l'organisation matérielle et les tâches administratives liées au fonctionnement courant et quotidien.

La période de mise à disposition pourra être renouvelée après délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : Conditions d'emploi

Les conditions de travail de Madame Nathalie RIVES sont organisées par le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles.

L'administration ou l'organisme d'accueil prend les décisions relatives aux congés annuels dans les conditions applicables à ses propres agents et aux congés de maladie régis par l'article L.612-1 du Code Général de la Fonction Publique et en informe l'administration d'origine.

Le dossier administratif individuel demeure placé sous l'autorité exclusive de la Ville de Montpellier, qui en assure la gestion.

L'agent mis à disposition est assujetti aux règles de déontologie en matière d'exercice de cumul d'activités.

La Ville de Montpellier reste compétente en matière disciplinaire ainsi qu'en ce qui concerne les congés longue durée, maternité ou adoption.

ARTICLE 3 : Rémunération

La Ville de Montpellier verse à Madame Nathalie RIVES la rémunération correspondant à son grade et à son échelon ainsi que les primes et indemnités auxquelles elle peut prétendre.

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles ne versera aucun complément de salaire à l'agent mis à disposition.

Toutefois, il prendra en charge les frais de déplacements et de mission que l'intéressée serait amenée à effectuer dans le cadre de ses fonctions.

Cette mise à disposition s'effectue à titre onéreux.

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales afférentes, au prorata de leur temps mis à disposition y compris en cas de placement en congé de maladie ordinaire résultant de l'application de l'article 621-1 du Code Général de la fonction publique susvisé et en cas d'absences liées à un accident de travail et à une maladie professionnelle prévues aux articles L.822-18 à L.822-25 du Code Général de la fonction publique précité.

ARTICLE 4 : Formation

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent.

La Ville de Montpellier prend les décisions relatives au bénéfice du droit à la formation dans le cadre du Compte Personnel de Formation (CPF) après avis du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles.

ARTICLE 5 : Contrôle et évaluation de l'activité

Le fonctionnaire mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend dans l'administration ou l'organisme d'accueil. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis au fonctionnaire qui peut y apporter ses observations et à l'autorité territoriale d'origine.

L'autorité de l'administration d'origine ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par l'administration ou l'organisme d'accueil.

ARTICLE 6 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition pourra prendre fin à la demande de :

- La collectivité d'origine, la Ville de Montpellier ;
- La structure d'accueil, le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles ;
- L'intéressée ;

Cette mise à disposition pourra prendre fin avant l'expiration de la période ci-dessus sous réserve du respect d'un préavis de trois mois.

Si au terme, l'agent ne peut être réaffecté dans les fonctions qui lui étaient dévolues à la Ville de Montpellier, il sera affecté dans un des emplois que leur grade lui donne vocation à occuper, dans le respect des règles de priorité fixées à l'article L. 512-28 du Code Général de la fonction publique.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition sur accord entre la Ville de Montpellier et le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles.

ARTICLE 7 : Recours

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Lu et accepté

**La Présidente du Comité des
Œuvres Sociales et Culturelle de
la Ville de Montpellier**

Amparo DEBOISSY

Lu et accepté

**L'Adjoint au Maire délégué au
Ressources Humaines et au Dialogue
Social**

Michel ASLANIAN